

# BULLETIN DU CERFAM

FÉVRIER 2021 N°6



## PROMOTION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES EN AFRIQUE

“

La transformation des systèmes alimentaires est essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

António Guterres, Secrétaire général de l'ONU .



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

**CERFAM**  
CENTRE D'EXCELLENCE REGIONAL  
CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION



# ÉDITORIAL



En Afrique, plus de 250 millions de personnes sont sous-alimentées. 144 millions d'enfants de moins de cinq ans ont un retard de croissance ou sont émaciés sur le continent africain.

**A**vant le début de la pandémie de COVID-19, les systèmes alimentaires étaient déjà en proie à une série de pressions et de catastrophes notamment les chocs climatiques, la croissance démographique, et les conflits. Dans le contexte actuel, ces défis sont exacerbés par la COVID-19 qui perturbe, entre autres, les marchés et les chaînes d'approvisionnement menaçant la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance, en particulier, des personnes les plus vulnérables.

Le rapport de l'ONU sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition paru en 2020 indiquait que plus de 821 millions de personnes souffrent de la faim<sup>1</sup>, que la malnutrition sous toutes ses formes continue de sévir dans le monde, et que la pauvreté extrême perdure.

Pour relever ces défis, il est nécessaire de modifier en profondeur nos systèmes alimentaires et nos modes de production, transformation et consommation tout en tenant compte de la durabilité économique, sociale et environnementale.

Il s'avère impératif de mobiliser toutes les parties prenantes pour remédier à la fragmentation actuelle des politiques et des initiatives en place. Le faisant, les systèmes alimentaires seraient rendus plus équitables et plus durables, tant pour le producteur qui en retire ses moyens d'existence que pour le consommateur qui achète les aliments ; et aussi le monde pourrait se rétablir de la pandémie et limiter l'impact des crises futures, comme l'indique madame Agnes Kalibata, Envoyée spéciale pour le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, dans sa lettre ouverte aux Gouvernements africains (pages 4-5).

S'inscrivant dans le cadre de la Décennie d'action pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, le Secrétaire général de l'ONU ANTONIO GUTERRES lancera en septembre 2021, le sommet mondial pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires qui a pour objectif d'éveiller le public mondial afin d'adopter des actions audacieuses pour accélérer la réalisation des ODD.

L'appel est donc lancé (page 6) pour engager tous les acteurs majeurs de divers domaines dans une aventure collective et échanger sur des actions concrètes, assorties de résultats mesurables en vue de remettre en état les systèmes alimentaires mondiaux. L'article relatif (page 10) présente les moyens pouvant conduire la transformation des systèmes alimentaires en Afrique et rappelle l'urgence d'adopter une approche holistique et intégrée qui rassemble tous les acteurs, de développer des partenariats transformateurs et de mobiliser toutes les ressources, connaissances, technologies et capacités pour impulser la durabilité des systèmes alimentaires.

Les systèmes alimentaires, de la production à la consommation en passant par la transformation et la distribution de produits, sont l'affaire de tous. Ce n'est qu'en nous unissant et en nous mettant au défi les uns les autres que nous pourrions nous mettre sur la bonne voie pour accomplir des progrès importants dans la réalisation de chacun des 17 objectifs de développement durable.

Bonne lecture !

<sup>1</sup> Le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde

# SOMMAIRE

## 01 / P.04

La faim de changement : lettre ouverte aux Gouvernements africains

Agnes KALIBATA / Envoyée Spéciale pour le Sommet sur les Systèmes Alimentaires 2021.

## 02 / P.06

Un sommet mondial pour soutenir la transformation des systèmes alimentaires

## 03 / P.8

Une bonne pratique sur la transformation des systèmes alimentaires grâce à la coopération sud-sud

Centre d'Excellence du PAM en Chine

## 04 / P.9

Approche multisectorielle pour des systèmes alimentaires plus durables et inclusifs

## 05 / P.10

Comment repenser et transformer les systèmes alimentaires ?

Maria Eugenia Le Gourrirec : Chargée de projets à l'international / alliance de la formation et la recherche pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la santé globale (AGREENIUM)

## 06 / P.11

PRO-FORT : un projet innovant de production locale d'aliments nutritifs contre la malnutrition infantile au Tchad

## INTERVIEW / P.12

Interview de **S.E. l'Ambassadrice Josefa Leonel Correia SACKO**, Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable, de la Commission de l'Union africaine (CUA)



## À PROPOS DU CERFAM

Le Centre d'Excellence Régional contre la Faim et la Malnutrition (CERFAM) est le fruit d'un accord de partenariat stratégique entre le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM) pour soutenir les pays africains dans l'élimination de la faim et de la malnutrition.

Le CERFAM est une plateforme d'échanges, de partenariat et de coopération, qui permet aux pays d'avoir accès à la meilleure expertise disponible pour les soutenir dans leurs efforts de progrès vers la mise en œuvre des ODD, en particulier l'ODD 2.

Le CERFAM facilite et mobilise les compétences, fait la promotion et la mise en œuvre des bonnes pratiques et des solutions durables en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

Sa mission est menée par le biais d'approches novatrices et de mise en réseau des acteurs nationaux, régionaux et internationaux afin de produire des résultats tangibles et durables.

S'appuyant sur ses 4 piliers que sont la recherche, le plaidoyer et la communication, les partenariats et l'assistance technique, les interventions du CERFAM tirent parti de la coopération sud-sud et du renforcement des capacités pour appuyer les priorités nationales et régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Les domaines d'action prioritaires du CERFAM

- Appui aux gouvernements, institutions et partenaires dans la formulation, planification, mise en œuvre et suivi de politiques et interventions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
- Soutien aux programmes nationaux d'alimentation scolaire basée sur les achats locaux en appui aux filets sociaux et au développement de l'économie locale.
- Renforcement de la résilience des individus, des communautés et des systèmes locaux pour faire face aux chocs cycliques et récurrents.
- Priorisation des stratégies multisectorielles et novatrices en matière de nutrition qui s'inscrivent dans un système alimentaire durable.
- Optimisation de la chaîne de valeur alimentaire et appui au développement des systèmes d'approvisionnement performants et durables au profit des revenus des petits producteurs.



## 01 LA FAIM DE CHANGEMENT : LETTRE OUVERTE AUX GOUVERNEMENTS AFRICAINS

**E**n 2020, le monde entier a su ce que c'était que d'avoir faim. Des millions de personnes **n'ont pas mangé à leur faim**, les plus désespérés étant maintenant confrontés à la **famine**. En même temps, l'isolement a pris un nouveau sens, les personnes seules et les plus éloignées ont été **privées** de contact humain quand elles en avaient le plus besoin, tandis que les nombreuses victimes de Covid-19 ont été **privées d'air**. Pour nous tous, cette expérience humaine a été loin de satisfaire les besoins les plus élémentaires.

La pandémie nous a donné un avant-goût d'un avenir aux limites de l'existence, où les gens vivent dans le dénuement, les gouvernements se heurtent à des impasses et les économies périssent. Mais elle a également alimenté dans le monde entier un appétit de changement sans précédent, pour empêcher que cette situation ne

devienne notre réalité à long terme.

Malgré tous les obstacles et les défis auxquels nous serons confrontés dans les semaines et les mois à venir, je commence l'année 2021 avec un immense sentiment d'optimisme et l'espoir que le grondement de nos estomacs et le désir dans nos cœurs puissent devenir un rugissement collectif de défi, de détermination et de révolution pour rendre cette année meilleure que la précédente et l'avenir plus radieux que le passé.

Cela commence par l'alimentation, forme de subsistance primordiale. C'est leur alimentation qui détermine la santé et les perspectives de près de 1,35 milliard d'Africains. C'est le secteur de l'alimentation qui emploie plus de **500 millions de personnes** dans la seule agriculture africaine et qui offre la promesse de croissance économique et de développement. Et nous

avons découvert que notre alimentation affecte jusqu'à nos écosystèmes, jusqu'à **l'air que nous respirons**, à l'eau que nous buvons et au climat dont nous jouissons, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau.

Même avant la pandémie, 2021 était destinée à être une « super année » pour l'alimentation, une année où la production, la consommation et l'élimination des aliments allaient enfin recevoir

**“ NOUS CROYONS EN UN MONDE OÙ DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS, DURABLES ET INCLUSIFS PERMETTENT AUX PERSONNES ET À LA PLANÈTE DE PROSPÉRER. C'EST UN MONDE OÙ PERSONNE N'EST LAISSÉ POUR COMPTE ”**

**Agnès Kalibata** Envoyée spéciale pour le sommet des systèmes Alimentaires 2021



NATIONS UNIES  
SOMMET 2021 SUR LES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES



@foodsystems



@unfoodsystems

l'attention qu'elles méritent dans le monde entier, avec l'organisation par les Nations Unies du premier **Sommet mondial sur les systèmes alimentaires**. Mais avec deux années d'avancées désormais concentrées sur les douze prochains mois, 2021 prend encore davantage d'importance.

Après une année de paralysie mondiale, causée par le choc de la Covid-19, nous devons canaliser nos angoisses, nos peurs, notre faim, et surtout notre énergie et les transformer en action, et prendre conscience qu'en transformant les systèmes alimentaires pour qu'ils soient plus sains, plus durables et plus inclusifs, nous pourrions nous **rétablir** de la pandémie et limiter l'impact des crises futures.

Le changement dont nous avons besoin exigera que chacun de nous pense et agisse différemment, car le fonctionnement des systèmes alimentaires représente un enjeu pour tous, et nous avons tous un rôle à jouer. Mais maintenant, plus que jamais, nous devons nous tourner vers les dirigeants de nos pays pour qu'ils tracent la voie à suivre en réunissant les agriculteurs, les producteurs, les chercheurs, les transporteurs, les épiciers et les consommateurs, en écoutant leurs difficultés et leur point de vue et en s'engageant à améliorer chaque aspect du système alimentaire pour le bien de tous.

Les décideurs politiques doivent écouter les **450 millions de petits agriculteurs** africains, qui sont les garants des ressources servant à produire une grande partie de notre nourriture, et aligner leurs besoins et leurs défis sur les perspectives des environnementalistes et des entrepreneurs, des chefs et des restaurateurs, des médecins et des nutritionnistes pour développer des engagements nationaux.

Nous commençons 2021 avec le vent en poupe. Plus de 50 pays se sont joints à l'Union Africaine pour participer au Sommet sur les systèmes

alimentaires et à ses cinq piliers prioritaires, ou **pistes d'action**, qui portent sur la nutrition, la pauvreté, le changement climatique, la résilience et la durabilité. Par ailleurs, plus d'une vingtaine de pays ont désigné un organisateur national pour accueillir une série de **dialogues au niveau national** dans les mois à venir, processus qui viendra soutenir le Sommet et définir le programme d'actions jusqu'en 2030.

Et ce n'est qu'un début. J'appelle de toute urgence tous les États Membres des Nations Unies à se joindre à ce mouvement mondial pour un avenir meilleur et plus satisfaisant, à commencer par la transformation des systèmes alimentaires. J'invite les gouvernements à fournir une plate-forme qui ouvre le dialogue et guide les pays vers des changements tangibles et concrets. Et j'encourage tous ceux qui ont du cœur au ventre à s'impliquer cette année dans le processus du Sommet sur les systèmes alimentaires et à entamer le parcours de transition vers des systèmes alimentaires plus inclusifs et durables.

Le Sommet est un « Sommet des peuples » pour tous, et son succès repose sur l'implication de tous, partout dans le monde, en participant aux **enquêtes de suivi des actions**, en rejoignant la **communauté du Sommet** sur le web et en s'inscrivant pour devenir des Champions des systèmes alimentaires qui s'engagent à améliorer les systèmes alimentaires dans leurs communautés et circonscriptions.

Trop souvent, nous disons qu'il est temps d'agir et de faire la différence, puis continuons comme avant. Mais il serait impardonnable de laisser le monde oublier les leçons de la pandémie dans notre hâte à retrouver une vie normale. Tout nous dit que nos systèmes alimentaires doivent être modifiés, maintenant. L'humanité a faim de changement, il est temps de la rassasier.

*Lettre adressée aux gouvernements africains par Agnes Kalibata, Envoyée spéciale pour le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021.*



**+500  
MILLIONS**

d'emplois dans le secteur agricole africain

**+450 MILLIONS**  
de petits agriculteurs  
en Afrique

**5 PILIERS**  
prioritaires pour  
améliorer les systèmes  
alimentaires africains



## 02 UN SOMMET MONDIAL POUR SOUTENIR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

### La nécessité de transformer les systèmes alimentaires

**L**a pandémie de la COVID-19 a révélé les faiblesses et la fragilité des systèmes alimentaires, déjà affectés par une série de pressions, notamment les conflits, les chocs climatiques, la croissance rapide de la population, l'urbanisation et les changements conséquents de régime alimentaire. Nourrir une population mondiale de près de 10 milliards de personnes d'ici 2050 nécessitera donc une transformation radicale de la manière dont les aliments sont produits, transformés, commercialisés et consommés ainsi que des engagements fermes de toutes les parties prenantes à tous les niveaux d'intervention.

### L'appel des Nations Unies pour un mouvement mondial

L'appel du Secrétaire général de l'ONU pour une action citoyenne, lancé dans le cadre de la Décennie d'action pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030, a pour objectif d'éveiller le public mondial au fait que nous devons tous ensemble travailler à modifier

la façon dont nous produisons, consommons et voyons les aliments. Le sommet mondial sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en septembre 2021, servira de plateforme pour déclencher de nouvelles actions et stratégies audacieuses et progresser dans la réalisation des 17 ODD. L'occasion sera donnée pour engager tous les acteurs majeurs de divers domaines et échanger sur des mesures concrètes, assorties de résultats mesurables.

### Des actions communes pour des systèmes transformés, durables et résilients

Quand nos systèmes alimentaires échouent, le désordre qui en résulte menace notre éducation, notre santé et l'économie, ainsi que les droits de l'homme, la paix et la Sécurité. Une série de mesures concrètes ou encore pistes d'actions ont été élaborées dans l'objectif de soutenir la transformation des systèmes alimentaires et accélérer l'élimination de la faim et de la malnutrition en conformité avec les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030.



## DES ACTIONS COMMUNES POUR DES SYSTÈMES TRANSFORMÉS, DURABLES ET RÉSILIENTS



### Piste d'action n° 2 : Passer à des modes de consommation durables

**Objectif :** développer la demande d'aliments produits de manière durable, renforcer les chaînes de valeur locales, améliorer la nutrition et promouvoir la réutilisation et le recyclage des ressources alimentaires, en particulier chez les populations les plus vulnérables.

**Président :** Gunhild Stordalen, fondateur et président exécutif, EAT Foundation.

**Agence des Nations Unies chef de file :** l'Organisation mondiale de la santé (OMS)



### Piste d'action n° 4 : Promouvoir des moyens de subsistance équitables

**Objectif :** contribuer à l'élimination de la pauvreté en promouvant le plein emploi productif et un travail décent pour tous les acteurs de la chaîne de valeur alimentaire, en réduisant les risques pour les plus pauvres des habitants de la planète, en favorisant l'esprit d'initiative et en mettant fin aux inégalités en matière d'accès aux ressources et de distribution de la valeur.

**Présidente :** Michelle Nunn, présidente et chef de la direction, CARE USA.

**Agence des Nations Unies chef de file :** Fonds International de développement agricole (FIDA).



### Piste d'action n° 1 : Garantir l'accès de tous à des aliments sains et nutritifs

**Objectif :** éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition et réduire l'incidence des maladies non contagieuses, permettant ainsi à chacun d'être bien nourri et en bonne santé.

**Président :** Lawrence Haddad, directeur exécutif, GAIN

**Agence des Nations Unies chef de file :** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



### Piste d'action n° 3 : Stimuler une production respectueuse de la nature

**Objectif :** optimiser l'utilisation des ressources environnementales dans la production, le traitement et la distribution des aliments, réduisant ainsi la perte de biodiversité, la pollution, la consommation d'eau, la dégradation des sols et les émissions de gaz à effet de serre.

**Président :** Joao Campari, Leader mondial des pratiques alimentaires pour le Fonds mondial pour la nature.

**Agence des Nations Unies chef de file :** La convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification (UNCCD).



### Piste d'action n° 5 : Renforcer la résilience face aux vulnérabilités, aux chocs et au stress

**Objectif :** assurer le fonctionnement sans interruption de systèmes alimentaires durables dans les zones sujettes à des conflits ou à des catastrophes naturelles et promouvoir une action mondiale pour protéger les chaînes d'approvisionnement alimentaire contre les incidences des pandémies.

**Président :** Saleemul Huq, directeur du Centre international pour le changement climatique et le développement

**Agence des Nations Unies chef de file :** Programme Alimentaire Mondial (PAM)

03

## UNE BONNE PRATIQUE SUR LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES GRÂCE À LA COOPÉRATION SUD-SUD

Atteindre la sécurité alimentaire au Kenya fait partie des priorités du gouvernement. Cependant, les inégalités sociales et économiques persistent et plus d'un tiers des Kenyans vivent en dessous du seuil de pauvreté avec une prévalence élevée de malnutrition et de retard de croissance, en particulier chez les enfants. L'agriculture reste le principal moteur économique, bien que 80 pour cent des terres soient arides ou semi-arides.

### La Chine, un modèle de réussite en matière de sécurité alimentaire et de coopération sud-sud

Dans ce contexte, et avec un financement de démarrage du ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales de Chine, le PAM collabore avec le Centre d'excellence du PAM en Chine pour déployer, depuis 2019, un projet pilote de Coopération Sud-Sud au Kenya. La Chine a considérablement amélioré sa sécurité alimentaire au cours des dernières décennies, en réalisant l'équilibre entre l'offre et la demande alimentaires, et en garantissant une autosuffisance alimentaire de base et une sécurité céréalière absolue. L'objectif principal de ce projet est de renforcer l'expertise des petits exploitants agricoles et des fonctionnaires du gouvernement du comté, et de tisser de nouveaux partenariats, pour relever les défis de la transformation du système alimentaire dans les terres arides et semi-arides du Kenya.

### Pourquoi le projet est-il une bonne pratique pour la transformation du système alimentaire au Kenya ?

Ce projet entend améliorer les connaissances et les compétences des petits exploitants agricoles et des représentants du gouvernement du

comté sur le stockage rentable des aliments frais et des céréales, les technologies et les pratiques de transformation grâce au transfert de connaissances, et à l'assistance technique de l'Administration nationale chinoise des réserves alimentaires et stratégiques (NAFRA). Ce projet aspire aussi à créer trois centres pilotes de services aux agriculteurs (FSC) dans les comtés d'Isiolo et de Busia, destinés à fournir des services ruraux efficaces aux petits exploitants vulnérables, y compris une formation sur la gestion post-récolte et les bonnes pratiques de transformation, ainsi qu'une assistance technique de la NAFRA. Pour ce faire, plusieurs activités ont été planifiées, entre autres l'organisation d'un atelier national pour la validation des conclusions de l'étude sur les moyens de promouvoir l'utilisation des outils de gestion post-récolte.

### Une sensibilisation publique pour une adhésion nationale

Le bureau du PAM au Kenya s'est associé à la FAO pour produire cinq films éducatifs (en anglais et en kiswahili) sur la réduction des pertes après récolte, diffusé lors de l'émission télévisée agricole "Shamba Shape Up", et qui a atteint environ 9 millions de téléspectateurs en Afrique de l'Est. Parallèlement, un programme de formation en ligne en 3 modules à dispenser par des experts de la NAFRA sur la gestion post-récolte est en cours de préparation et sera diffusé à l'intention des représentants du gouvernement ainsi que des exploitants en 2021. La formation de petits exploitants agricoles et de représentants du gouvernement, l'adoption d'outils de gestion des pertes après récolte pour les céréales et les aliments frais sont aussi quelques-uns des résultats relevés depuis le démarrage de ce projet pilote.

Article rédigé par le Centre d'Excellence du PAM en Chine.

04

## APPROCHE MULTISECTORIELLE POUR DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES PLUS DURABLES ET INCLUSIFS

### Des partenariats transformateurs pour impulser des systèmes alimentaires durables

**A** seulement 9 ans de la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, des actions collectives urgentes et concrètes sont plus que jamais nécessaires pour « mieux construire » dans un monde post-COVID<sup>2</sup>. La réforme et la transformation de nos systèmes alimentaires pour accélérer les progrès vers la faim zéro ne font pas exception. La complexité et la durabilité des systèmes alimentaires mondiaux exigent une approche holistique et intégrée qui rassemble tous les acteurs, afin de mobiliser toutes les ressources, connaissances, technologies et capacités dans tous les secteurs pertinents pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous.

Cela implique la contribution d'un large éventail de partenaires pour impulser la transformation des systèmes alimentaires, « de la ferme à la fourchette ». Pour que ces « systèmes de leadership » réussissent, il est clair qu'il faut aller au-delà des pratiques habituelles<sup>3</sup> pour repenser radicalement et soutenir nos modes de production, transformation et consommation des aliments, d'une manière plus efficace et durable.

### Que faut-il pour conduire la transformation des systèmes alimentaires africains ?

La promotion de systèmes alimentaires locaux efficaces et résilients est au cœur de l'approche de l'Union africaine visant à faire progresser les programmes de sécurité alimentaire et de nutrition. Pour ce faire, un leadership

renforcé et audacieux des gouvernements aux niveaux mondial, régional et national, par l'adoption et la mise en œuvre de politiques et de stratégies habilitantes solides, sera essentiel. Des partenariats robustes avec les organisations régionales constituent des points d'entrée essentiels pour soutenir de plus en plus l'appropriation des priorités en matière de systèmes alimentaires.

Egalement importantes seront les contributions du système des Nations Unies pour le développement et de la Commission de l'Union africaine et de ses organismes techniques en tant que catalyseurs du changement, en tirant parti de leur pouvoir rassembleur, leur expertise, leurs connaissances et ressources. Les partenaires au développement et les institutions financières, en particulier le secteur privé, auront également un rôle crucial à jouer pour mobiliser des ressources humaines et financières adéquates. De même, les universités, les centres de recherche et d'innovation devraient faire partie de la solution pour réinventer et apporter un changement transformationnel dans nos systèmes alimentaires. Les organisations de la société civile, en particulier les ONG et les communautés locales, doivent aussi être impliquées et représentées pour soutenir l'appropriation et la durabilité.

Dans son rôle de catalyseur et de centre de connaissances pour les bonnes pratiques, le CERFAM reste déterminé à travailler main dans la main avec tous ces partenaires pour favoriser la transformation des systèmes alimentaires et accélérer les efforts pour une Afrique libérée de la faim et de la malnutrition.

2 Nations Unies, Rapport sur les Objectifs de Développement Durable, 2020, [https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020\\_French.pdf](https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020_French.pdf)

3 World Economic Forum in collaboration with McKinsey & Company, Food Systems Initiative, Incentivizing Food Systems Transformation, January 2020, [WEF\\_Incentivizing\\_Food\\_Systems\\_Transformation.pdf \(weforum.org\)](https://www.weforum.org/publications/incentivizing-food-systems-transformation/)



## 05 COMMENT REPENSER ET TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ?

**L**a pandémie de COVID-19 a accentué les défis qui pèsent sur les systèmes alimentaires mondiaux pour assurer une sécurité alimentaire aux populations tout en veillant à préserver les ressources naturelles et à lutter contre le changement climatique. Il est plus que jamais indispensable dans ce contexte de former les acteurs responsables des systèmes alimentaires, que sont les chercheurs, les ingénieurs, les responsables de l'alimentaire, et aussi de mettre à jour de façon continue leurs compétences.

Agreenium, l'Alliance de la formation et la recherche pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la santé globale, rassemble l'expertise française en matière de formation et de recherche au niveau international. Avec ses membres, Agreenium fournit un conseil et une expertise à l'international dans le domaine des agrobiosciences afin de former des ingénieurs, des chercheurs, et des enseignants. Les partenariats se nouent avec un objectif de co-construction de cursus de formation.

### Tirer parti de la recherche et de formation pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition

Agreenium et ses membres interviennent à travers des projets autour du monde. Ils ont accompagné la création puis le développement d'une nouvelle université dédiée aux formations agricoles, l'Université Sine Saloum El-Hadj Ibrahima Niass (USSEIN) au Sénégal, qui a ouvert ses portes en 2018. En Asie, le projet Asifood a eu pour but d'améliorer la qualité et la sécurité

alimentaire par une meilleure éducation dans l'enseignement supérieur. Des enseignants ont ainsi été formés dans l'Union européenne sur la sécurité sanitaire et de nouveaux masters ont été créés dans les universités asiatiques. En outre, Agreenium fait partie de l'initiative 4 pour 1000 qui œuvre pour mettre en place des actions concrètes pour le stockage du carbone dans les sols et promeut les types de pratiques pour y parvenir.

### Une plateforme de formations pour atteindre les objectifs de développement durable

Agreenium a déployé des moyens pour permettre aux personnes de se former à distance, très utile actuellement du fait des mobilités étudiantes limitées. Après le MOOC « Gaspillage alimentaire » porté par AgroParisTech, le MOOC « Systèmes alimentaires en faveur d'une bonne nutrition » développé à travers un partenariat avec la FAO, sera disponible en mai 2021 sur FUN-MOOC. Des webinaires ont également été organisés en 2020, en partenariat avec la FAO, et suivis par plus de 2 700 personnes, sur des sujets à fort enjeu international, en lien avec les objectifs du développement durable, notamment sur les systèmes alimentaires durables et l'alimentation, l'alimentation scolaire basée sur la production locale, ou encore la gestion durable des terres agricoles.

*Maria Eugenia Le Gourriérec, Chargée de projets à l'international à Agreenium (alliance de la formation et la recherche pour l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et la santé globale).*

06

## PRO-FORT : UN PROJET INNOVANT DE PRODUCTION LOCALE D'ALIMENTS NUTRITIFS CONTRE LA MALNUTRITION INFANTILE AU TCHAD

**A** l'instar des pays du Sahel, le Tchad continue de faire face à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En raison de la vulnérabilité de certains ménages, des enfants de 6 à 24 mois ne consomment pas assez d'aliments nutritifs pour leur âge, ce qui les prive par conséquent de l'énergie et des nutriments dont ils ont besoin à un moment crucial de leur vie.

Pour faire face à ce défi, le programme Conjoint de Production Locale d'Aliments de Complément Fortifiés, en abrégé PRO-FORT, est lancé en 2016 par les agences onusiennes et exécuté en collaboration avec le Gouvernement de la République du Tchad, les communautés locales et d'autres partenaires. L'objectif principal de ce programme est de lutter contre la malnutrition infantile, en améliorant l'accès, la disponibilité et l'utilisation d'aliments de complément à haute valeur nutritive pour les enfants de 6 à 24 mois, ou encore en renforçant la résilience des ménages les plus vulnérables.



©WFP Tchad

### La multisectorialité, un facteur de succès du PRO-FORT

A travers ce programme, les agences onusiennes et les partenaires impliqués s'engagent sur la voie de l'objectif de développement durable N°2 - Faim Zéro- et à lutter à long terme contre la malnutrition infantile et chronique au Tchad. Chacune des agences des Nations Unies, s'est engagée sur un aspect particulier du programme.

- la FAO : formation des organisations paysannes sur les bonnes pratiques agricoles pour la production des matières premières;

- le PAM : renforcement des capacités de production et la commercialisation des aliments de compléments fortifiés à haute valeur nutritive ;
- l'Unicef : développement du marketing social pour la promotion des bonnes pratiques d'alimentation du Nourrisson et du jeune enfant;
- l'OMS : renforcement du cadre légal de la commercialisation des substituts du lait maternel et des aliments de compléments fortifiés pour les enfants de 6 à 36 mois.

### Pourquoi PRO-FORT est-il une bonne pratique ?

Des points forts ont été identifiés, depuis la mise en œuvre du PRO-FORT. Premièrement, **l'économie locale est intégrée dans la production de la farine fortifiée**. En lieu et place d'importer les ingrédients alimentaires, le programme utilise les aliments locaux produits par les coopératives tchadiennes pour fabriquer la farine.

Deuxièmement, le programme met en place **des mesures pour assurer sa durabilité**. L'élaboration de plan d'affaire de pérennisation pour les usines de production de farine est une des mesures mises en œuvre. Enfin, **des structures, sous forme de comités, ont été créées pour assurer une meilleure coordination et un suivi du programme entre les partenaires/les parties prenantes clés** : un comité de suivi de l'opération, un comité de pilotage et un comité de gestion. Des réunions se tiennent de façon régulière comme celles qu'organise le comité de gestion pour soutenir la gestion collective et la prise de décision.

D'autres points forts du programme ont également contribué à la certification de PRO-FORT comme étant une bonne pratique. Un rapport d'analyse de PRO-FORT est disponible et peut être consulté dans la plateforme d'échange de connaissances du **CERFAM KEPT**.

# INTERVIEW



**INTERVIEW  
DE S.E.  
L'AMBASSADRICE  
JOSEFA LEONEL  
CORREIA SACKO**

Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable, de la Commission de l'Union africaine (CUA)

**1**  
**COMMENT DÉCRIRIEZ-VOUS L'ÉTAT DU PROGRAMME FAIM ZÉRO, EN PARTICULIER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES EN AFRIQUE ?**

Malheureusement, des rapports concordants provenant de sources fiables ont montré que l'Afrique est loin (pas sur la bonne voie) d'atteindre les objectifs de la faim zéro. Les rapports d'examen biennal de l'Union africaine (UA) sur l'engagement de mettre fin à la faim en Afrique d'ici 2025, notamment en accélérant la croissance agricole, en doublant la production agricole par rapport aux niveaux de 2013, en réduisant de moitié les pertes après récolte et en réduisant le retard de croissance et l'insuffisance pondérale à 10% et 5%, respectivement, montrent que presque tous nos États membres ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre cet engagement. Par exemple, le deuxième rapport d'examen biennal approuvé par les organes politiques de l'Union africaine (UA) en février 2020 indique que seuls 4 pays sur 49 qui ont participé à l'examen sont en bonne voie d'atteindre les engagements globaux de Malabo, bien que des progrès significatifs aient été constatés depuis 2014.

**+250 MILLIONS**  
de personnes  
sous-alimentées  
en Afrique en 2019

En outre, l'édition 2020 du rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition indique que la faim, mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (PoU), représentait 19,1% de la population en 2019, soit plus de 250 millions de personnes sous-alimentées, contre 17,6% en 2014. C'est plus du double de la moyenne mondiale (8,9 pour cent) et c'est le plus élevé de toutes les régions. Ceci est bien sûr le résultat des conditions existantes telles que les ralentissements économiques, les conflits internes provoquant des déplacements massifs de personnes, y compris les agriculteurs ruraux, les conditions environnementales, les mauvaises récoltes, l'apparition d'insectes ravageurs et de maladies. La pandémie de COVID-19 pourrait pousser 30 à 50 millions de personnes de plus dans la sous-alimentation. Pour nourrir sa population croissante, l'Afrique dépense environ 45 milliards de dollars par an en importations alimentaires et ce chiffre pourrait atteindre 110 milliards en 2025 s'il n'est pas contrôlé. Afin d'atténuer cette situation préoccupante, les ministres africains de l'Agriculture, qui se sont réunis trois fois l'année dernière sous les auspices de l'Union africaine, au milieu de l'épidémie de pandémie de coronavirus, ont reconnu la fragilité de nos systèmes agroalimentaires qui pourraient exposer nos populations déjà pauvres et vulnérables face à un danger réel. Ils ont donc encouragé les États membres à se lancer dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies pour construire et transformer nos systèmes agroalimentaires afin qu'ils deviennent résilients et créent une autosuffisance alimentaire. À cet effet, le 26 juillet 2020, une réunion conjointe des ministres responsables de l'agriculture, du commerce et des finances appelle à:

- a) promouvoir l'innovation et l'agriculture numérique pour accélérer la transformation des systèmes alimentaires sur l'ensemble de la chaîne de valeur;
- b) l'engagement par les gouvernements et les partenaires de ressources adéquates pour renforcer les capacités de production dans l'agriculture, renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires africains, par l'allocation de nouvelles ressources ou la réaffectation des ressources publiques existantes; et
- c) ouvrir des canaux et des couloirs commerciaux afin de faciliter les marchés régionaux et créer des flux de nourriture, des lieux excédentaires vers ceux qui sont en pénurie.

**45 MILLIARDS  
DE DOLLARS**  
dépensés en  
Afrique par an  
en importations  
alimentaires

**INTERVIEW S.E. L'AMBASSADRICE JOSEFA LEONEL CORREIA SACKO****2  
À VOTRE AVIS,  
QUELS SONT LES  
PLUS GRANDS DÉFIS  
ET MENACES POUR  
LES SYSTÈMES  
ALIMENTAIRES DES  
PAYS AFRICAINS ?**

Fondamentalement, il existe cinq défis majeurs pour les systèmes alimentaires africains. Ce sont: 1) les chaînes de valeur alimentaires sous-développées dans les grands sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche en raison de la faiblesse des infrastructures, du manque d'incitations et des opportunités limitées pour les investisseurs volontaires dans le secteur et les petits exploitants; 2) une logistique alimentaire médiocre et sous-développée, y compris les opérations de stockage, de transport et de marché, ce qui a entraîné une augmentation inutile de nos factures d'importation; 3) une large ouverture évitable de nos frontières à l'importation de denrées alimentaires d'outre-mer, étranglant ainsi nos propres systèmes de production et de transformation agroalimentaires; 4) le manque ou la promotion limitée de nos aliments locaux et de nos régimes alimentaires riches en nutriments, ce qui a entraîné la consommation et la demande du marché d'aliments exotiques importés de l'extérieur du continent; et 5) le manque ou la mise en œuvre limitée des plans nationaux en raison de ressources limitées, de faibles capacités de coordination et des efforts incohérents et non harmonisés des parties prenantes.

**3  
QUELLES SONT LES  
OPPORTUNITÉS  
DE CHANGEMENT ?  
QUELLES SONT LES  
PRINCIPALES ACTIONS  
ET PRIORITÉS DE  
L'UNION AFRICAINE  
POUR AMENER LA  
TRANSFORMATION  
NÉCESSAIRE SUR LE  
CONTINENT ?**

En plus des opportunités existantes qui se présentent à nous, la pandémie de Covid-19 a impulsé un nouveau réveil ou une reconsidération par nos dirigeants et décideurs politiques sur la nécessité d'atténuer les effets néfastes possibles posés à nos systèmes alimentaires déjà faibles et poreux. La formation d'un groupe de travail multipartite, qui fonctionne déjà à plein régime, est une opportunité favorable pour nous. Deuxièmement, et en lien avec cela, il y a le soutien accru du PAM à la Commission de l'Union africaine et en particulier pour contribuer aux efforts en matière d'agriculture et de systèmes alimentaires. Nous avons déjà constaté cet appui grâce au leadership du PAM de l'un des axes de travail de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la COVID-19. Troisièmement, la volonté politique et l'intérêt accru de transformer nos systèmes alimentaires afin qu'ils soient résilients, riches en diversité alimentaire et tournés vers l'intérieur, nous offrent une opportunité. Quatrièmement, il y a de nouveaux acteurs ou parties prenantes dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui sont prêts à travailler plus étroitement avec nous. Il s'agit notamment des organisations alimentaires panafricaines et des organisations bilatérales qui ont exprimé la volonté de soutenir nos efforts pour transformer les systèmes alimentaires africains. Nous avons l'intention d'utiliser le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui aura lieu en septembre 2021 pour galvaniser l'action visant à transformer les systèmes alimentaires africains.

**INTERVIEW S.E. L'AMBASSADRICE JOSEFA LEONEL CORREIA SACKO**

**4**  
**AU MILIEU DE LA PERTURBATION DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET AVANT LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES QUI SE TIENDRA EN SEPTEMBRE 2021, QUE PEUT-ON FAIRE POUR STIMULER LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DE LA POPULATION AFRICAINE ?**

En effet, la prochaine Conférence des Nations Unies sur les systèmes alimentaires présente une merveilleuse opportunité pour l'UA de consolider sa position, ainsi que de galvaniser ses efforts post-conférence qui se concentreront sur la traduction des recommandations en actions et en résultats. Comme je l'ai dit précédemment, le développement des systèmes alimentaires a déjà figuré en bonne place dans notre programme de transformation agricole pour atteindre les cibles de 2030 de l'ODD 2. Pour ce faire, nous devons entreprendre deux activités clés ; Premièrement, mobiliser nos partenaires et parties prenantes panafricains pour développer une position africaine commune pour la transformation des systèmes alimentaires africains, qui sera présentée à la Conférence / Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Deuxièmement, développer une stratégie continentale de coordination des programmes nationaux et sous-régionaux de transformation et de renforcement des systèmes alimentaires.



**5**  
**CLIN D'ŒIL SUR LES BONNES PRATIQUES ET LES INNOVATIONS PROMETTEUSES POUR EXPLOITER L'ÉNORME POTENTIEL DE L'AFRIQUE**

Un certain nombre de bonnes pratiques et d'innovations émergentes apparaissent en Afrique. L'utilisation de l'énergie solaire dans l'agro-industrie, le poisson et les produits laitiers est remarquable. Il existe également des innovations locales dans les systèmes d'irrigation. Certaines institutions de formation technique et professionnelle africaines permettent à leurs apprenants, pour la plupart des jeunes, d'inventer des techniques et des technologies de transformation, d'emballage et de conservation des aliments. Par exemple, le Forum régional des universités pour le renforcement des capacités en agriculture - un réseau de plus de 126 universités africaines soutient les étudiants de troisième cycle avec des projets innovants de transformation agro-alimentaire. Le défi reste le parrainage, les subventions et la disponibilité et l'accès aux installations de microfinance pour faire passer ces innovations à grande échelle.

**6**  
**QUEL EST LE SOUTIEN DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE POUR TIRER PARTI DES EFFORTS DE SES ÉTATS MEMBRES ET DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES POUR ATTEINDRE LA FAIM ZÉRO ?**

En plus de faire usage de son pouvoir de rassemblement pour fédérer un éventail d'experts et de décideurs politiques, pour dialoguer, convenir et approuver des modalités de travail communes pour traduire les idées en politiques, stratégies et plans, la Commission de l'UA soutient, surveille, rend compte et partage ses connaissances sur la mise en œuvre des stratégies continentales dans les États membres. En particulier, l'Engagement à mettre fin à la faim d'ici 2025 (la version de l'UA de «Faim zéro») appelle à ce que cette aspiration soit réalisée à travers : a) la facilitation d'une production durable et fiable et l'accès à des intrants de qualité et abordables (pour les cultures, le bétail, pêche, etc.) grâce, entre autres, à la fourniture d'une protection «intelligente» de la petite agriculture ; b) la fourniture de connaissances, d'informations et de compétences appropriées aux utilisateurs ; c) le développement des systèmes de gestion de l'eau efficaces et efficaces, notamment par l'irrigation ; et d) une mécanisation et un approvisionnement en énergie appropriés, fiables et abordables, entre autres.

DU 19 AU 21 JUILLET 2021 | ROME

# PRE-SOMMET

PAYS HOTE : ITALIE



NATIONS UNIES  
SOMMET 2021 SUR LES  
SYSTÈMES ALIMENTAIRES



Photo: Gabriella Clare Marino/Unsplash



© WFP/Alice Rahmour



La pandémie actuelle menace à la fois des vies et des moyens d'existence. Nous devons prendre des mesures immédiates, sans quoi nous risquons d'être confrontés à une crise alimentaire mondiale." (FAO)

## CENTRE D'EXCELLENCE RÉGIONAL CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Cocody Ambassades, Angle Blvd Hassane II,  
Rue des Bougainvilliers, Lot 20  
01 BP 1747 Abidjan 01 • Côte d'Ivoire •  
Tel: (+ 225) 27 22 54 85 85



@WFP\_CERFAM



[wfp.org/cerfam](http://wfp.org/cerfam)

ou [wfp.org/publications/cerfam-newsletter](http://wfp.org/publications/cerfam-newsletter)

pour relire nos précédents bulletins

Pour en savoir davantage sur le CERFAM : Patrick TEIXEIRA, Directeur a.i. [patrick.teixeira@wfp.org](mailto:patrick.teixeira@wfp.org)  
Marina MEA DIBY, Chargée de Communication [marina.mea@wfp.org](mailto:marina.mea@wfp.org)